

BIÉLORUSSIE

Les ministres de l'UE ont débattu des sanctions

Trois jours après les directives énoncées par le sommet européen en vue de nouvelles sanctions contre le régime biélorusse, les ministres européens des Affaires étrangères ont procédé à un premier échange d'idées, jeudi, lors d'une réunion informelle (donc sans décision) à Lisbonne. Les sanctions ciblant des responsables du régime, en préparation depuis des semaines, « sont presque prêtes » et seront adoptées par procédure écrite à brève échéance, a indiqué le chef de la diplomatie de l'UE Borrell. L'élaboration de sanctions économiques et sectorielles, plus complexes à mettre juridiquement en œuvre, prendra « un petit peu plus de temps ». En théorie, a rappelé Borrell à l'AFP, l'économie biélorusse susceptible d'être visée se résume pour l'essentiel aux exportations de potasse et aux revenus du transit du gaz russe. « Il n'y a pas des masses de secteurs économiques en Biélorussie », a-t-il rappelé en conférence de presse. « Il faut bien calibrer, notamment par rapport à l'impact sur la population », souligne une source diplomatique. Les instances techniques de l'UE vont à présent se pencher sur ces mesures dont l'impact devrait être « significatif », avant un retour vers les ministres. Ceux-ci se retrouvent le 21 juin avec une invitée : la cheffe de file de l'opposition en exil (en Lituanie) Svetlana Tikhonovskaia. La Lituanie va déjà plus loin : le ministre Landsbergis exhorte l'UE à « envoyer un signal clair à la Russie qu'elle ne fermera pas les yeux sur l'annexion en cours de la Biélorussie » par Moscou.

PHILIPPE REGNIER

ISRAËL-GAZA

L'ONU enquête sur les droits humains

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a décidé jeudi de lancer une enquête internationale sur les atteintes aux droits humains commises dans les territoires palestiniens occupés et en Israël depuis avril, mais aussi sur les « causes profondes » des tensions. La résolution a été adoptée avec 24 voix pour, 9 contre et 14 abstentions, lors d'une réunion extraordinaire du Conseil, qui avait été demandée par le Pakistan et les autorités palestiniennes. AFP

RWANDA



Le président Macron a passé de longs moments à l'intérieur du mémorial de Gisozi, à Kigali, où sont rassemblés les témoignages du génocide. © AFP

A Kigali, Macron regarde en face la responsabilité de la France

Le président français parie sur l'avenir et insiste sur l'« œuvre de justice ». Son homologue rwandais, Paul Kagame, salue le courage de son hôte et rappelle que « la vérité guérit ».

RÉCIT

COLETTE BRAECKMAN

Présentée comme l'étape finale de la normalisation des relations entre la France et le Rwanda après un quart de siècle de tensions, la visite à Kigali du président Macron représente plutôt le début d'une nouvelle étape, celle où l'« œuvre de justice » pourra se poursuivre, inspirée par la reconnaissance du passé. Avant de prendre la parole devant les officiels rwandais, le chef de l'Etat français avait passé de longs moments à l'intérieur du mémorial de Gisozi où sont rassemblés les témoignages du génocide et où se trouve illustré l'impitoyable enchaînement de la haine qui mena au massacre d'un million de Rwandais en 1994.

Applaudi par un Rwanda réaliste et tourné vers l'avenir, Emmanuel Macron a, en France, ménagé ses adversaires potentiels

Costume gris, visage marqué par l'émotion, s'exprimant avec solennité, le président français a prononcé un discours millimétré, assurant : « En me tenant avec humilité et respect à vos côtés, ce jour, je viens de reconnaître nos responsabilités. » Il a poursuivi en déclarant : « Reconnaître le passé, c'est aussi et surtout poursuivre l'œuvre de justice. En nous engageant à ce qu'au-

cune personne soupçonnée de crimes de génocide ne puisse échapper au travail des juges. »

Beaucoup de Rwandais ont compris ces propos comme un avertissement à ceux de leurs compatriotes qui, impliqués à divers niveaux dans le génocide, se trouvent toujours en France, à commencer par la famille de l'ancien président Habyarimana, dont son épouse Agathe, accueillie jadis à la demande du président Mitterrand.

« Pas le visage de la France »

Par contre, animal à sang froid, représentant une génération arrivée à l'âge adulte après le génocide, Macron n'a pas cédé à l'élan d'empathie qui, en 2000, avait précipité Guy Verhofstadt, alors Premier ministre de la Belgique, à la tribune du stade Amahoro pour y déclarer « au nom de mon peuple, au nom de mon pays je vous demande pardon ».

Le président français a estimé que « la France n'a pas été complice » et, soucieux de ne pas déshonorer l'armée de son pays, il a précisé : « Les tueurs qui hantaient les marais, les collines, les églises n'avaient pas le visage de la France. (...) Le sang qui a coulé n'a pas déshonoré ses armes ni les mains de ses soldats qui ont, eux aussi, vu de leurs yeux l'innommable, pensé des blessures et étouffé leurs larmes. » Réservant ses critiques voilées à la politique menée par la France après le génocide, il a cependant précisé « qu'au lendemain, alors que des responsables français avaient eu la lucidité et le courage de le qualifier de *génocide*, la France n'a pas su en tirer les conséquences appropriées ».

La France, a-t-il dit, « a un devoir, celui de regarder l'Histoire en face et de reconnaître la part de souffrance qu'elle a infligée au peuple rwandais en faisant trop longtemps prévaloir le silence sur l'examen de la vérité. (...) En voulant faire obstacle à un conflit régional ou à une guerre civile, elle restait de fait aux côtés d'un régime génocidaire. En ignorant les alertes des plus lucides observateurs, la France endossait une responsabilité accablante dans un engrenage qui a abouti au pire alors même qu'elle songeait précisément à l'éviter ».

Macron s'est ainsi aligné sur le rapport des historiens dirigé par François Duclert, qui avait conclu aux « responsabilités lourdes et accablantes de la



Reconnaître le passé, c'est aussi et surtout poursuivre l'œuvre de justice. En nous engageant à ce qu'aucune personne soupçonnée de crimes de génocide ne puisse échapper au travail des juges

Emmanuel Macron

»

»

France », à l'« aveuglement » du président français de l'époque, François Mitterrand, et son entourage mais sans aller jusqu'à prononcer le terme de *complicité*.

Exigence de vérité

Ce faisant, le président français, sans s'aliéner les militaires de son pays engagés sur tant de fronts en Afrique, a circonscrit la responsabilité de l'« aveuglement » à un petit groupe de décideurs rassemblés à l'époque autour de l'Élysée



Alors que nous aurions pu être déclarés un Etat en faillite, nous sommes, en dépit de tout, demeurés un peuple uni, essayant sans relâche de devenir meilleur

Paul Kagame

»

»

et de sa cellule africaine. Une manière habile d'assumer le passé sans en porter le poids, sauf avec la promesse d'intensifier la coopération avec le Rwanda. Mais à un an des élections présidentielles, alors que des mouvements de fronde, inspirés par d'autres motifs, agitent certains cercles militaires, pouvait-il vraiment aller plus loin ?

Dans sa réponse, le président Kagame montra qu'il avait pris la mesure du courage dont avait fait preuve son hôte : il rappela les « bruits et les voix » en dépit desquels le président Macron avait franchi le pas, assura qu'il importait de ne pas trop se précipiter, d'avancer pas à pas, de répondre à toutes les questions qui continuent à se poser, année après année, exigeant la clarté. Il rendit ainsi un discret hommage au dynamisme de la société civile française, ses intellectuels, ses journalistes, ses simples citoyens ayant maintenu, d'année en année, leur exigence de vérité, en concluant : « La vérité guérit. » Il se référait ainsi à un proverbe rwandais qui prend aujourd'hui toute sa force : « La vérité traverse le feu mais jamais elle ne brûle. »

Il ramena aussi la responsabilité à son véritable niveau, celui des gens qui, à l'époque, prenaient les décisions, laissant discrètement entendre que le peuple français en tant que tel n'avait pas été associé à la politique menée au Rwanda.

La défense du continent

Même si les polémiques, les affrontements de la France ont requis beaucoup d'énergie, là ne fut cependant pas l'essentiel pour un homme tel que Kagame, et il tint à le rappeler : « Alors que nous aurions pu être déclarés un Etat en faillite, nous sommes, en dépit de tout, demeurés un peuple uni, essayant sans relâche de devenir meilleur. »

L'ancien président de l'Union africaine (avant Thisekedi) prit aussi la défense du continent, cette Afrique si souvent caricaturée avec ses mauvais acteurs, ses échecs, ses catastrophes, inspirant les « donneurs de leçons » convaincus de leur propre supériorité et finalement pétris de racisme. Un racisme qui se trouve dans la même logique que le génocide lui-même...

Refusant désormais l'émotion et les retours en arrière, Kagame définit les contours d'une future relation avec la France, d'une coopération dans des domaines qui, précisément, sont les favoris d'Emmanuel Macron : l'investissement, la digitalisation, l'égalité hommes-femmes, le soutien à l'entrepreneuriat et aux petites entreprises, la multiplication des start-up et le pari fait sur les jeunes.

Applaudi par un Rwanda réaliste et tourné vers l'avenir, ou les survivants du génocide ont quel que soit le sentiment d'appartenir au passé, Emmanuel Macron a, en France, ménagé ses adversaires potentiels. Mais il a aussi suscité l'amertume d'un homme comme Alain Gauthier, président du CPR (Collectif des parties civiles pour le Rwanda). Ce dernier rappelle que « les rescapés et les familles des victimes ne peuvent se contenter d'un discours lénifiant et compatissant. Ils ont besoin de justice, ils espèrent une demande de pardon. Ils devront continuer à vivre avec leur douleur ».